

L'entreprise, en quelques mots

La Loi sur l'équité salariale n'apporte aucune définition particulière à la notion d'entreprise. Il faut alors s'en remettre au sens généralement accordé au terme.

Le Code civil du Québec, de même que la jurisprudence établie en application de la Loi sur les normes du travail et du Code du travail, constituent à cet égard des précédents intéressants. L'entreprise y est essentiellement considérée comme l'ensemble des activités, composantes ou moyens qui s'agencent et se complètent pour former une organisation autonome et fonctionnelle.

Un même employeur, qu'il s'agisse d'une personne ou d'une corporation, peut être à la tête de plusieurs entreprises. Chaque entreprise se distingue alors par la finalité qui lui est propre et par l'indépendance et l'autonomie qu'elle présente, notamment sur les plans administratif, juridique et corporatif.

Il convient enfin de souligner que, bien qu'elle soit souvent associée à des opérations de nature commerciale, la notion d'entreprise ne se limite pas à des activités ou à des finalités particulières. Elle englobe ainsi, aux fins de la Loi sur l'équité salariale, des activités de toute nature, qu'elles soient ou non orientées vers la recherche d'un profit.

Les ministères et les organismes fédéraux ainsi que les entreprises de compétence fédérale (entreprises de télécommunication, de transport interprovincial, banques, etc.) ne sont pas assujettis à la Loi sur l'équité salariale.

Note

Le texte du présent document s'inspire de la législation en vigueur. Il entend vulgariser la portée de la loi et n'en constitue pas une interprétation juridique.